

L'agriculture biologique se fait une place au soleil du Burkina Faso

AFRIQUE • Grand exportateur de coton, le Burkina Faso est en train d'ouvrir la porte aux OGM. Certains paysans parient, au contraire, sur le bio. Reportage.

ALINE ANDREY,
DE RETOUR DU BURKINA FASO

Face à la crise alimentaire mondiale, au Burkina Faso, certains paysans ont choisi la carte biologique et l'autosubsistance chère à feu Thomas Sankara, président révolutionnaire de 1983 à 1987. Mais dans ce pays où 85% de la population vit de l'agriculture et où se nourrir reste une lutte quotidienne, que signifie l'écologie?

«On parle de vie chère, mais si on arrive à respecter l'écologie, on va résoudre ce problème. On cherche ce dont on n'a pas besoin. Dans mon enfance, on ne connaissait pas ce riz venu d'Asie», explique Gédéon Sandouidi, animateur au Centre écologique Albert Schweitzer (CEAS)¹. Si traditionnellement l'agriculture burkinabé est naturelle, les pesticides sont aujourd'hui souvent utilisés dans le maraîchage. Leurs effets négatifs sur la santé sont décuplés car les notices d'utilisation sont rarement suivies: l'analphabétisme touche plus de 70% des Burkinabés, et essentiellement les agriculteurs.

Le bio, produit de luxe?

«Sensibiliser est le plus important. Les tomates bio sont cinq fois plus chères», explique Alizéta Tapsoba, en charge de la communication du CEAS. «C'est normal que le consommateur moyen ne les achète pas. Mais si on lui explique que le médicament pour les intoxications alimentaires va lui coûter beaucoup plus, ça peut le

faire réfléchir.» Le message est difficile à faire passer dans ce petit pays sahélien dont le «sous-développement» le rejette à l'avant-dernière place de la liste du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Mais le prix élevé des pesticides joue en leur défaveur. Tout comme les engrais dont le sac coûte quelque 16 000 francs CFA (40 CHF), soit la moitié du revenu mensuel minimum, revenu que peu d'agriculteurs atteignent. «Pour ma parcelle de trois hectares, j'ai besoin de six sacs. C'est beaucoup trop cher», confirme Boussé Kaboré. Ce cultivateur nourrit sa grande famille de 22 personnes grâce à la diversification de ses activités (agriculture, apiculture et élevage).

A la suite de formations au CEAS, il a changé de méthode, par exemple en creusant des trous dans le sol, avant de les remplir de fumier organique. Une technique qui permet de créer une sorte de petit nid qui reste plus longtemps humide et dans lequel les graines sont ensuite semées: «Mes récoltes sont bien meilleures que celles de mes voisins. Mais beaucoup ne veulent pas y croire. Pour eux, le problème vient de la pluie. Uniquement.»

Déforestation

Dans les campagnes, le manque d'eau reste la préoccupation majeure. Afin d'éviter l'érosion, les larges plaines du Burkina Faso sont striées par de

nombreux cordons pierreux. Dès les premières grandes pluies, la terre, comme par enchantement, se couvre de végétation. Mais jusqu'à quand?

«Les pluies diminuent d'année en année. Les gens coupent les arbres, ce qui entraîne un réchauffement», explique Adama Ilboudo du groupement paysan Nongtaabombou, dans le petit village de Nakomtenga, près de la ca-

pitale Ouagadougou. Ses habitants plantent régulièrement des acacias pour les haies vives, des eucalyptus pour le bois, des manguiers et du neem, un arbre miracle originaire d'Inde dont les graines une fois moulues offrent un pesticide naturel efficace.

«Même des jumeaux»

Sans parler d'écologie, les habitants de ce village de

brousse en appliquent les principes. «Au lieu des pesticides et des engrais, nous utilisons la matière organique des animaux pour faire du compost», déclare Moussa Ilboudo, patriarce du groupement. «Ici, les enfants ne meurent pas. Il y a même des jumeaux. C'est une bénédiction», renchérit Adama Ilboudo. Paysan et apiculteur, il a participé à la marche anti-OGM de ce printemps. «Je n'ai-

me pas les OGM. Nous n'en avons pas besoin. Cela écourte la vie. Mieux vaut avoir une longue vie dans la pauvreté, une bonne santé plutôt que de l'argent.»

¹ Le CEAS-Burkina est une ONG présente au Burkina depuis 1980. Son siège international est à Neuchâtel. Formations et appuis techniques aux agriculteurs et aux artisans sont les axes forts de son action basée sur le développement durable.



Les paysans burkinabés apprennent à se passer de pesticides. Les solutions de remplacement ne manquent pas. DR

LE BURKINA, LEADER DU TRANSGÉNIQUE

Face à la volonté du gouvernement burkinabé d'introduire les cultures OGM, la société civile s'est organisée. En vain, les premiers semis ont lieu cet été. Premier exportateur de coton du continent avec ses quelques 600 000 tonnes en moyenne par an, le Burkina a vu sa production chuter drastiquement en 2007 à 360 000 tonnes environ, l'Egypte a ainsi repris la première place). En cause: des pluies tardives et faibles, suivies d'inondations.

Depuis 2003, des essais sur le coton Bt (Monsanto) et le coton VIP (Syngenta) dans deux stations de recherche de l'INERA (Institut national de l'environnement et de recherche agricole) sont en cours. Le cocktail est prêt et sera introduit pour une production en plein champ sur une superficie de 15 000 hectares de coton OGM lors de la campagne agricole 2008-2009 qui vient de commencer avec les premières pluies.

Leur généralisation est prévue en 2009-2010. Pour les pro-OGM, cette technologie pourrait diminuer l'utilisation d'insecticides et accroître les rendements. Cas exceptionnel dans l'univers impitoyable des transgènes, une partie des bénéfices de la production du coton Bt reviendrait au Burkina, suite au consensus trouvé entre la firme Monsanto et le gouvernement, le produit étant breveté. Hormis l'Afrique du Sud, le Burkina Faso est le premier pays du continent à se lancer sur le chemin des OGM. A titre de comparaison, en mars, le Bénin a, lui, reconduit un moratoire de cinq ans.

Le pari transgénique du Burkina Faso a été annoncé en février, alors qu'une caravane anti-OGM menée par la Coalition pour la protection du patrimoine génétique (COPAGEN) sillonnait le pays pour sensibiliser la population. Le 19 février, quelque 2000 manifestants ont élevé la voix contre les OGM dans les rues de la capitale Ouagadougou. Dans sa déclaration transmise au gouvernement, la coalition appelait, en substance, au vote d'un moratoire de 5 ans à l'introduction de plantes transgéniques dans le système agricole burkinabé, le temps nécessaire à la mise en place d'un débat national – inexistant jusqu'ici – et d'études approfondies et indépendantes sur l'impact des OGM. AA

«Les OGM risquent de ruiner les paysans»

Entretien avec Elisée Ouédraogo, agronome et membre du comité scientifique de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique, qui regroupe plusieurs organisations en Afrique de l'Ouest contre les OGM (COPAGEN).

Pourquoi l'introduction des OGM au Burkina n'est-elle pas une bonne idée?

Les OGM risquent de ruiner les paysans. Pour des questions de coûts et parce qu'il est difficile de faire marche arrière une fois qu'on entre dans ce type de cultures. Les autres espèces risquent d'être contaminées, la dépendance économique exacerbée et les insectes vont développer une résistance.

Pourquoi les OGM sont-ils encore peu répandus en Afrique?

Notre mode de culture reste familial. Les parcelles sont petites: de deux à cinq hectares. Depuis des millénaires, les paysans ont domestiqué leur propre semence et d'autres variétés de semences améliorées sans modification génétique ont été mises au point par nos chercheurs. Jusqu'ici, les multinationales d'OGM visaient de grandes superficies et des producteurs qui pouvaient payer chaque année.

On estime que 20% de la population burkinabée vit du coton.

Certains producteurs cultivent le coton pour avoir des engrais et des pesticides à crédit, mais ils les utilisent en partie pour leur production de maïs. Certains ont même cessé la production volontairement. D'autres sont assaillis par les dettes.

Quel est l'avenir de la filière?

Nous sommes face à une aberration: le coton est exporté à 97% brut. Cette culture



Elisée Ouédraogo. DR

entraîne une forte dégradation des sols et a peu de retombées pour les paysans au regard de ce qui est engrangé par les intermédiaires. D'autant que le coton ne se mange pas. La base de notre alimentation est céréalière. Quant à la compétitivité avec les Européens et les Américains, c'est peine perdue: on ne pourra jamais, dans nos conditions actuelles et en proie à nos aléas climatiques, tenir tête à ces concurrents avec les mêmes produits. Si le système de production actuel est maintenu, je pense que dans quelques années, il faudra dire adieu au coton. La compétitivité passe par le développement de produits qui font notre spécificité, qui valorisent notre climat et nos potentialités spécifiques.

Le bio a-t-il un avenir au Burkina?

Sur le marché, tous les produits maraîchers durant la saison sèche sont traités. Mais traditionnellement les cultures sont

naturelles. Avec des pesticides naturels, on peut améliorer les récoltes. Quant au bio, en ce qui concerne les produits maraîchers ou le miel, le marché local, voire sous-régional, peut devenir important. Pour exporter en Europe, il faut se conformer au cahier des charges et certifier. Le certificat a un coût, mais les prix sont bons. Reste la difficulté de trouver un appui financier à la certification. Il faut renforcer les capacités techniques et matérielles des producteurs pour atteindre un certain niveau de production et une bonne organisation de la commercialisation.

Les Burkinabés ont-ils une conscience écologique?

La conscience écologique existe depuis des millénaires. Il y a des interdits sur l'exploitation de telle ou telle ressource. Par exemple, les totems de nombreux villages sont des espèces végétales ou animales. Il y a des périodes bien précises pour l'exploitation de certaines ressources pour assurer la pérennisation des espèces selon les règles et coutumes traditionnelles. Par exemple, il est interdit de cueillir les fruits du karité non mûrs au risque d'être frappé par la foudre. Mais ces valeurs sont en train de s'effriter. PROPOS RECUEILLIS PAR AA



La Fédération genevoise de coopération (FGC), qui regroupe une cinquantaine d'organisations de solidarité Nord-Sud, soutient financièrement, avec l'appui de la Ville de Genève, la rubrique «Solidarité internationale». Le contenu de cette page n'engage ni la FGC ni la Ville de Genève.